

UN APERÇU DE LA VIE QUOTIDIENNE PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE À RIBEAUVILLÉ

Une phrase d'Augustine Birgy résume, en trois mots, ce qu'est la vie quotidienne des populations pendant la guerre : « j'ai eu peur, terriblement peur, j'ai eu faim et j'ai eu froid ». Nous avons choisi d'illustrer ces propos par quelques exemples marquants. Cet article ne relate pas, loin s'en faut, toute l'histoire de Ribeauvillé durant le deuxième conflit mondial.

PEUR DES BOMBES, DES OBUS ET DES COMBATS

C'est essentiellement au début et à la fin de la guerre que cette crainte se fait sentir.

De la déclaration de guerre le 3 septembre 1939 à l'offensive allemande du 10 mai 1940 - la *drôle de guerre* (en Allemand : *Sitzkrieg* « guerre assis ») - Ribeauvillé, comme toute la France, vit dans l'angoissante attente d'une attaque de l'ennemi, mais il ne se passe presque rien. Tout juste un incendie « accidentel » qui détruit l'usine Hofer où sont cantonnés 250 militaires. Les abris et les masques à gaz ne servent pas et les quelques bombes qui tombent le 10 mai 1940 au matin ne font pas de grands dégâts.

Ribeauvillé, située proche de la ligne Maginot, accueille de nombreux cantonnements de soldats : 7 845 militaires et 2 000 chevaux se relayent du début de la mobilisation à l'arrivée des Allemands le 16 juin 1940.

DES SABOTS POUR LA LIGNE MAGINOT

Un sabotier de Ribeauvillé témoigne : « Deux mois avant la déclaration des hostilités, l'usine reçoit une commande de l'armée : des milliers de sabots-bottes pour les soldats de la ligne Maginot. Contre le froid du sol en béton, il n'y a rien de tel qu'une bonne paire de sabots ! »

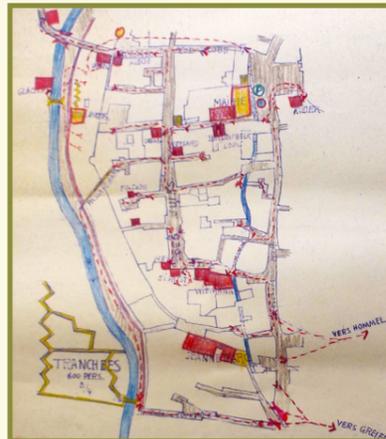
Quand les Allemands occupent l'Alsace, ils reprennent la commande et destinent les sabots aux mines de charbon de Haute Silésie.

Malheureusement, après la Libération, les Américains, ayant inondé le marché de leurs bottes de caoutchouc, la fabrication des sabots doit cesser.

LA DÉFENSE PASSIVE

Elle consiste à organiser la protection de la population contre les bombardements : diffusion des alertes, extinction des lumières, organisation du service de guet et des incendies, organisation sanitaire, protection des richesses matérielles et des services publics (monuments, machines, lignes de distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité). Dès avril 1939, le nombre de réverbères allumés la nuit est réduit à 30 et leurs vitres sont peintes en bleu, un abat-jour permet de ne diffuser la lumière que vers le bas. Les civils doivent badigeonner leurs vitres en bleu et occulter les motifs découpés des persiennes. Les commerçants sont invités à coller des bandes de papier sur les vitrines pour qu'elles résistent mieux aux ondes de choc. On installe une sirène d'alarme sur la tour des Bouchers. Des masques à gaz sont distribués à l'ensemble de la population, y compris les enfants et les bébés. La municipalité recense les lieux pouvant servir d'abris, fait creuser des Schanzgraben (protections souterraines) autour de la ville, veille à assurer le ravitaillement en produits de première nécessité (farine, pommes de terre), prépare l'accueil de nombreux réfugiés évacués de la zone frontrière.

Le plan de la vieille ville, ci-contre, recense les abris possibles et précise le chemin d'accès : chaque famille se voit attribuée un abri de référence. Après l'annexion, les Allemands organisent une défense passive similaire.



Abris dans les caves de l'ancienne sous-préfecture (état actuel)

Pour des raisons de sécurité et pour faciliter les manœuvres des troupes, les habitants le long du Rhin doivent quitter leurs foyers en 24h avec un bagage de 30kg. Ribeauvillé accueille, les 2 et 3 septembre, les habitants d'Hilsenheim, Muttersholtz, Baldenheim, Sundhouse et Mussig, puis organise leur transfert vers le sud-ouest. Ces 7 000 réfugiés sont pris en charge par la Croix Rouge et les Sœurs de Ribeauvillé, et répartis dans des familles d'accueil. Un Ribeauvillois témoigne : « un afflux de réfugiés arrive dans la nuit en chariots chargés avec précipitation et attelés de chevaux. La commission chargée des réfugiés ne sait où donner de la tête. Il en arrive toute la nuit. À l'entrée de la ville se forme une interminable file de voitures parmi lesquels se pressent les commissaires, les gendarmes et les scouts. Les chevaux hennissent et piaffent d'impatience. Les malades, les femmes enceintes et les petits enfants ont la priorité. Une femme a accouché en cours de route. Une autre est mourante. Des enfants appellent leurs parents en pleurant et réclament leur lit. Des femmes pleurent en silence. Entre les chevaux piaffants et les hommes pressés s'ébattent des oies et des poules. La majeure partie de nos réfugiés doit s'installer en plein air et les chariots (*Leiterwaja*) s'alignent au Jardin de Ville. Les gens ont emporté, sans discernement, tout ce qui pouvait l'être : ustensiles de ménage, lits, couvertures, vêtements, meubles, machines à coudre, tonneaux, bicyclettes ... ».



La Maison Jeanne d'Arc, transformée en infirmerie, accueille les femmes enceintes et 10 bébés y naissent. Mais à peine arrivés, les réfugiés doivent, dès le 6 septembre, rejoindre la gare de Ribeauvillé pour être évacués vers la Dordogne en laissant derrière eux chariots et chevaux.

Nombreux sont les Alsaciens dans les régiments stationnés le long du Rhin. La proportion des lieutenants autochtones se monte à 60 %. L'État-Major pense que cela permet une mobilisation très rapide et que cette troupe aura la volonté de défendre son propre territoire. Mi-juin, sur ordre de l'état-major, la VIII^e armée française (dont la 54^e division d'infanterie du Général Coradin qui a son P.C. à Ribeauvillé), responsable de la défense de notre secteur, doit se replier sur les Vosges, protégée par la 104^e division d'infanterie du secteur fortifié de Ribeauvillé (qui s'étend, grosso modo, jusqu'à Marckolsheim).

Côté allemand, la VII^e armée échelonne ses divisions à l'abri du *Westwall* (la *Ligne Siegfried*). Le 15 juin au matin, elles vont traverser du Rhin pour rompre la ligne de front entre Schoenau et Neuf-Brisach et pousser jusqu'au-delà des Vosges. Les Allemands arrivent à Ribeauvillé en début de soirée le 16 juin.

Un Ribeauvillois témoigne : « Le dimanche 16 juin on entend des tirs d'artillerie. Nous vivons des heures éprouvantes pour nos nerfs ; nous sommes privés de toute nouvelle. Les rumeurs les plus incroyables circulent, les voitures qui ont essayé de traverser les Vosges s'en reviennent en annonçant qu'il n'est plus possible de passer parce que les Allemands sont déjà à Gérardmer.

Épuisés, les premiers soldats du 42^e régiment, engagé près du Rhin, arrivent par petits groupes. Ils sont assaillis de questions sur la situation et demandent des nouvelles des proches parents. Les soldats, la mine défaits, racontent leurs combats jusqu'à épuisement de leurs munitions, l'abandon de leurs positions par manque de renfort, de soutien d'artillerie et d'aviation. Ils sont encore tous armés et se préparent au combat près de Kaysersberg. En aucun cas ils ne veulent se rendre. Les impacts d'artillerie se rapprochent et déjà l'on distingue le bruit des armes légères. Dans le Jardin de Ville, une vingtaine de mitrailleuses sont installées pour la défense de notre cité. À la sortie ouest, près du pont Saint-Morand, un barrage anti-char est érigé avec un canon de 75 mm, tandis que des mitrailleuses sont installées sur la colline du Hagel et de part et d'autre de la route de Sainte-Marie-aux-Mines. Les Allemands sont attendus d'une heure à l'autre. Si ces quelques militaires offrent de la résistance, la ville sera en danger. Le sous-préfet, les autorités de la ville et le clergé essayent de convaincre le commandant de l'inutilité de toute résistance. Lui, s'en tient aux ordres reçus de



défendre la place. Même l'argument de la présence des réfugiés dans la ville ne sert à rien. En dernière minute, on réussit tout de même à convaincre les servants des 20 mitrailleuses d'abandonner leur position. Le poste Saint-Morand par contre, persiste à vouloir combattre. Nous devons donc nous attendre à subir un bombardement par l'artillerie et l'aviation. »

PEUR DES EXPULSIONS

Le régime nazi organise, de juin à novembre 1940, l'expulsion des personnes jugées indésirables : Juifs, Français et fonctionnaires de l'intérieur, Alsaciens et Mosellans francophiles ou ayant appartenu à des associations francophiles, déserteurs de l'armée allemande de 1914-1918, personnalités publiques s'étant opposées aux autonomistes, tziganes... Plus de 87 000 personnes sont ainsi expulsées d'Alsace-Moselle et abandonnées à leur sort, car rien n'est organisé pour les accueillir. Le 10 décembre 1940, les Allemands opèrent une grande rafle dans toute l'Alsace afin d'en expulser les éléments les plus dangereux. À Ribeauvillé, les archives municipales contiennent une liste de 44 personnes expulsées.

PEUR POUR LA FAMILLE OU LES CONNAISSANCES AYANT QUITTÉ L'ALSACE

Voyant la tournure des événements, des Ribeauvillois, souvent des hommes incorporables, décident de partir à l'intérieur pour s'engager dans l'armée française. En voici quelques exemples marquants : **Pierre Blanck** et plusieurs Ribeauvillois partent dès le 15 juin, la plupart à pied, vers Belfort où ils sont rattrapés, 5 jours plus tard, par les troupes allemandes. **Roland Hoerd** et **Emile Traber** entreprennent, à bicyclette, un long périple qui les mène à Montbéliard, Saint-Claude, Lyon, ... Roland traverse la Méditerranée pour se fixer à Rabat et s'engage en juillet 1943 dans la *Colonne Leclerc* en Tripolitaine. Il revient en France dans les rangs de la 2^e D.B. et avec son char *Romilly*, entre parmi les premiers à Paris et participe à la libération de l'Alsace à bord du *Arcis sur Aube*. **Léon Bernhard** va de 1940 à 1946, accomplir le tour du monde : incorporé à Dijon dans l'armée française, part à Bordeaux, puis Pau, démobilisation, camps de jeunesse du gouvernement de Vichy où il participe à la construction de la route de Chamrousse en vue des jeux olympiques d'hiver (qui seront annulés), s'échappe pour aller s'engager dans la marine à Toulon, Oran, Casablanca, embarque sur le croiseur *Emile Bertin* direction la Martinique, puis ce sera la Guadeloupe, la Guyane, Porto-Rico, Philadelphie, la Martinique, Dakar, la

chasse aux sous-marins dans l'Atlantique jusqu'aux caps Horn et de Bonne Espérance, Gibraltar, Oran, Mers el-Kébir, Alger, Alexandrie, Athènes, Malte, Sicile, Italie, débarquement de Normandie, débarquement de Provence, différentes opérations en Méditerranée, Toulon (janvier 1945), départ pour l'Indochine via Alger, Bizerte, Malte, Alexandrie, Port Saïd, canal de Suez, Djibouti, Aden, Colombo, Singapour, passage de l'Equateur entre Sumatra et Singapour, Saïgon (21 novembre), embouchure du fleuve Yangtsé, Shanghai, Saïgon, Manille, Yokohama, Saïgon et enfin, retour à Toulon où il est libéré le 31 juillet 1946 et repart pour l'Alsace ; de 1940 à 1946, il n'aura eu que 30 jours de permission à Ribeauvillé !

PEUR DE L'OCCUPANT OMNIPRÉSENT

De très nombreux fonctionnaires Badois, formés de longue date pour prendre l'Alsace en main, sont arrivés rapidement pour faire redémarrer une économie malmenée par la *Drôle de guerre* et par l'évacuation de près du tiers des habitants. Les divers organismes économiques et culturels, sociétés et associations (15 000 pour 1 200 000 habitants en Alsace), sont interdites. Un *Stillhalte-kommissar* (censeur ou contrôleur) interdit les créations et rassemblements ne pouvant être intégrés dans une des associations nationales socialistes.

Pour se maintenir à leur poste les fonctionnaires alsaciens sont « invités » à signer une déclaration d'allégeance au *Führer* et à adhérer à l'un des divers organismes nationaux socialistes. Des écoles de « recyclage » sont ouvertes pour les fonctionnaires et les enseignants Alsaciens. Puis le statut communal allemand est introduit : la responsabilité des affaires communales repose sur un seul individu, le maire. À Ribeauvillé, ce sera un ancien Alsacien émigré en 1918, Michel Fischbach. La nouvelle administration s'installe dans notre cité et la plupart des lieux du pouvoir nazi de Ribeauvillé occupent des maisons réquisitionnées à des particuliers, jugés ennemis du Reich. On dénombre ainsi 26 organismes relevant du parti national socialiste, répartis dans 18 maisons privées et 5 édifices publics.

Toute occasion est bonne pour défilé, parader et frapper l'opinion par une image de puissance ; sur les photos de ces manifestations, personne aux fenêtres : on ne veut pas de spectateurs mais des participants. Ces jours-là, les drapeaux, étendards et fanions doivent pavoiser les maisons, places et rues de la ville : chacun doit acheter son drapeau sous peine de sanction (Schirmeck entre autres). Les organisateurs, responsables d'une présence maximum, font pression sur les

gens par organismes interposés. L'appel individuel est courant et persuasif pour amener le ban et l'arrière ban. Le summum des festivités de l'année est le *Kreistag*. Tous moyens de transports sont utilisés pour permettre le rassemblement des uniformes de l'arrondissement. À Ribeauvillé, pour le *Kreistag* de 1943, tous les membres des organisations des environs sont convoqués en uniforme « aucune maison de notre ville sans un drapeau de la Grande Allemagne ! » assènent les responsables. Rares sont les militaires qui participent à ces manifestations. Voici un aperçu du programme : montée du drapeau avec allocution au stade, exposition du Commerce et de l'Industrie sous la devise *Notre rendement est notre honneur*, rassemblement des responsables du parti avec discours par un membre du *Reichstag* et *Gauorganisationsleiter* ; concerts au *Jardin de Ville*, film commenté (le renvoi de Bismarck), prestation d'une troupe italo-allemande au Cercle, séance de travail des divers organismes du Parti, appel de tous les responsables politiques (plus de 1 000) sur la place de la gare (actuelle place du Général de Gaulle), grand discours place de l'Hôtel de Ville par le S.S. *Obersturmbannführer* Roth, l'un des anciens compagnons du *Führer*, grand défilé à travers la ville, compétitions sportives dont une démonstration de la *H.J.* motorisée.

PEUR DES RÉGLEMENTATIONS STRICTES

Les archives regorgent de réglementations, la plupart très contraignantes pour la vie quotidienne ; les sanctions pour non-respect pleuvent et se terminent souvent par un séjour au camp de rééducation de Schirmeck. Voici quelques motifs ayant entraînés un « séjour » de Ribeauvillois à Schirmeck : refus d'aller travailler en Allemagne (85 jours), activité anti-allemande (10 personnes détenues de 10 à 265 jours), propagande anti-nazi (20 j.), délit de chasse (55 j.), activité anti-allemande et évasion (141 j.), avoir salué des prisonniers alliés et activités anti-allemande (71 j.), avoir aidé des prisonniers français à passer la frontière (165 j.), ne pas avoir salué avec *Heil Hitler* au cours d'une manifestation politique (14 j.), propos malveillants envers la *Frauenschaft* (19 j.), avoir déchiré une photographie d'Hitler (10 j.), avoir tenu des propos en français (46 j.), refus de donner une signature (189 j.), refus de se faire enrôler dans la *Wehrmacht* (40 j.), officier français ayant refusé de porter l'uniforme allemand (340 j.)...

Pour prouver qu'ils sont d'ascendance allemande, les Alsaciens doivent remplir un *Sippenkartei* (fichier de clan) sur laquelle figurent tous les renseignements sur ses ascendants et ceux

de son conjoint - sur 6 générations soit 63 actes de naissance, 63 actes de baptême, 31 actes de mariage jusqu'aux arrière-arrières-arrières grands parents : leur profession, leur religion, la langue parlée... Y figurent également d'autres informations : âges moyens et âge lors du mariage, taille moyenne des hommes et des femmes ; nombre des hommes et des femmes ayant les cheveux clairs (bon signe) ou foncés (moins bon), les yeux bleus ou foncés. On est là en pleine idéologie raciale. On imagine le travail à fournir à une époque où les moyens de communications sont réduits.

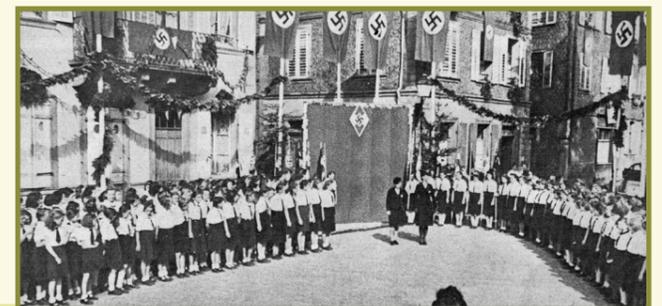
Les fonctionnaires alsaciens sont envoyés outre-Rhin pour des stages de « recyclage » ou de « mise aux normes » (*Umschulung*). Sont particulièrement touchés les cadres de la S.N.C.F. (devenue *Reichsbahn*), des P.T.T. (devenues *Reichspost*) ou les instituteurs et institutrices.

N.S.D.A.P. Jeunesse hitlérienne groupes 1/742 Ribeauvillé

À toutes les filles du B.D.M. de Ribeauvillé : Ordre du jour de la journée du district
À l'occasion de la journée du district, l'ensemble des Jeunesses Hitlériennes du ban de Ribeauvillé (742) devra être présente. Il est évident que, pour cet événement unique du parti, nous devons nous présenter les Jeunesses Hitlérienne du district de Ribeauvillé à l'ensemble de la population. La consigne est donc que chaque jeune garçon et fille soit présents ce dimanche 28 septembre 1943 à Ribeauvillé. (...)

Après ce rassemblement de masse aura lieu un défilé, l'uniforme est obligatoire sans aucune exception. Celles qui, malgré toutes les remontrances, n'ont pas encore eu d'uniforme, porteront une jupe sombre et au minimum une chemise blanche. Il peut encore y avoir des demandes pour la délivrance d'une jupe et d'un gilet (à retirer au plus tard, vendredi soir ou samedi matin). Nous ne pouvons pas défilé dans la ville avec trop de monde en tenue disparate et en troupe désordonnée.

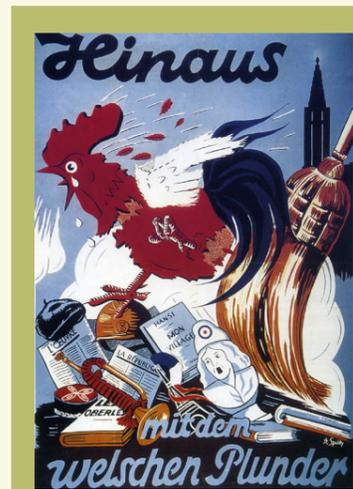
Si l'une d'entre vous ne peut pas participer à la journée du district, il faut me faire parvenir une lettre d'excuse, de façon à ce que je puisse justifier son absence dans mon rapport à la direction, sur la disponibilité des filles. Les excuses non valables ne sont pas acceptées, celles qui malgré les ordres seront absentes, me contraindront à demander de sévères punitions. Paraître en uniforme est un devoir.





PEUR DE LA CENSURE

Dès le début de l'occupation, les autorités nazies visent à transformer la province en modèle de patriotisme pro-national socialiste. Pour y parvenir, un mot d'ordre : *Hinaus mit dem Welschen Plunder* (Dehors tout le fatras français). La « défrancisation » va frapper fort : interdiction de parler français (défense d'utiliser, en alsacien, des mots à caractère trop français comme *Salü Schull* ou *Buschur Sepp*, ou autre *Merci Maria*. Il faut dire *Heil Hitler Julius, Danke schön Maria*), interdiction de la presse, de la monnaie et des timbres-poste français, modification des noms et prénoms (Robert devient Ruprecht, Jean est appelé Johann, Rüdiger signifie Roger), du nom des localités, des plaques de rue (la Grand'rue devient *Hitlerstrasse*), les enseignes des magasins sont germanisées, les statues françaises déboulonnées, les monuments aux morts sont germanisés, les associations dissoutes, les évêchés de Strasbourg et de Metz sont sous contrôle, les bibliothèques épurées des ouvrages en français, même les spectacles sont dans le « collimateur » nazi : « Lors du concert de la musique municipale de Ribeauvillé hier, il était patent que le chef de la musique M. Linder, s'est incliné en guise de remerciement pour les dons reçus. Je vous prie, monsieur le Maire, de faire savoir instamment au chef de musique Linder, que dans une telle occasion, le salut allemand (nazi) bras tendu main levée s'impose, les révérences appartiennent au passé ».



On distingue sur cette affiche ce qui constitue le *fatras français*, à savoir : outre le coq français, la flèche de la cathédrale de Strasbourg, le béret basque, le képi de préfet et le casque *Adrian*, un clairon, les journaux *L'Œuvre* et *La République*, des livres dont ceux d'Hansi et d'Oberlé, la Tour Eiffel drapée dans une oriflamme tricolore et un buste de Marianne.

Si l'on persiste à utiliser des mots français, on peut être poursuivi comme *Deutschfeindlich* (ennemi de l'Allemagne). Un exemple : un gendarme donne un bonbon à un enfant de 6 ans qui accompagne son père à la *Feldgendarmarie* ; spontanément,

il dit *Merci* ! (en alsacien le *Danke schön* n'existe pas). Le père est roué de coups parce qu'il apprend le français à ses enfants ; il a pu s'évader et ainsi éviter d'être envoyé à Schirmeck.

PEUR DE NE PLUS AVOIR D'ARGENT OU DE NE RIEN POUVOIR ACHETER AVEC

L'une des premières décisions de l'occupant est de dévaluer la monnaie : il faut donner 20 F pour recevoir 1 RM. Ce change est catastrophique pour nombre de personnes, notamment les commerçants. Il leur est défendu de fermer boutique ou de mettre de la marchandise de côté.

Un hôtelier de la place, chez lequel deux militaires mangent copieusement pour 32 F, préfère dispenser ses clients du paiement de la facture quand ils lui présentent un billet de 10 RM. Il aurait dû leur rendre 168 F en argent français.

PEUR DE MANQUER DE TOUT ET DE L'ESSENTIEL

Comme partout, le ravitaillement des populations civiles de Ribeauvillé est problématique et très strictement encadré. Il donne, bien sûr, lieu à restrictions et « quotas » contrôlés à l'aide des fameuses « cartes ». Mais, ces restrictions et rationnements ne résolvent pas les problèmes du quotidien. Aussi, les populations sont donc acculées à recourir à des expédients - incontournables compte tenu du contexte - tel que le troc ou le marché noir.



Carte d'alimentation en 1943

Voici quelques « anecdotes » liées à la pénurie de nourriture : - Lors d'une réunion du *Finanzamt* à Thannenkirch, le responsable collecte quelques bouteilles de vin et une tranche de jambon ou de lard pour la quarantaine de participants. Après la collation, l'un des fonctionnaires ramasse toutes les couennes, pourtant bien raclées : « *Vous rentrez en permission et vos chiens attendent votre venue ? - Non, je les emmène à la maison, elles suffiront bien pour bonifier une soupe aux haricots ou une choucroute.* »

- Le père de Madeleine Loll se rend, en train, à Souffelweyersheim pour se procurer de la viande. Dans une grande ferme, où l'on a tué du gros bétail en prévision du *Wissosontig* (dimanche après Pâques), se pressent de nombreux amateurs dont des gendarmes. Il revient chargé, tard dans la nuit, après avoir parcouru 180 km, pour pouvoir fêter dignement la communion de sa fille en avril 1943.

- Faute de personnel, beaucoup de moulins sont fermés, le moulin Hertzog d'Illhaeusern meule jour et nuit, y compris le dimanche. Il n'est pas rare d'y retrouver, en situation délictueuse, le gendarme et le fraudeur, le fonctionnaire et son administré, en quête de quelques kilos de farine. Le personnel a moins de 17 ou plus de 50 ans, entre ces deux âges tout le monde est mobilisé.

Durant cette période, la main d'œuvre est sous le contrôle des institutions nazies notamment l'*Arbeitsamt* (offices du travail), établit dès l'été 1940, qui enregistre les sans-emplois et les expédie en Allemagne pour remplacer les mobilisés. L'intégration complète de l'économie alsacienne à l'effort de guerre permet au chômage de disparaître. En septembre 1940, le Front du Travail (*Arbeitsfront*) intègre et surveille la main d'œuvre ; à partir de juillet 1942 tous les salariés et chefs d'entreprises doivent en faire partie.

PEUR DE SE DÉPLACER

Ici encore, l'administration nazie va *s'en donner à cœur joie* : laissez-passer, *Ausweis*, permis de circuler et autres documents sont de rigueur pour circuler. Ils sont délivrés par les *Kommandanturen* (bureau chargé de l'administration militaire ou civile). Toute demande s'accompagne d'un dossier complet comprenant photos d'identité, certificat de domiciliation, motif de la demande. Ce sont donc des démarches et des attentes interminables auxquelles se trouvent confrontés les candidats aux déplacements.



Ausweis temporaire pour se rendre à une manifestation

PEUR DE VOIR SES ENFANTS ENROLÉS DE FORCE DANS LES MOUVEMENTS PARAMILITAIRES (ANTICHAMBRES DE L'ARMÉE)

Les *Gauleiter* d'Alsace et de Moselle souhaitent dépasser la simple intégration administrative et économique. Aussi, le parti et ses nombreuses organisations quadrillent-elles l'espace social et politique. L'appareil répressif se met en place. La population toute entière se trouve enserrée dans le maillage nazi. Les organisations de masse embrigadent la population par âge, sexe et profession.

L'enseignement, la culture, l'église ou les loisirs sont aux mains des autorités nazies. Les interdictions et obligations



Hitlerjugend

sont nombreuses. La population est soumise aux restrictions de tous ordres : rationnement, ramassage des ferrailles et tissus, quêtes pour le secours d'hiver et pour le front...

Rappelons que, dès octobre 1940, le *Gauleiter Wagner* incite les engagements volontaires dans les *Waffen S.S*, sans grand succès. Il décide alors, en mai 1941 - avec l'accord (de principe) d'Hitler - de forcer l'intégration de la population par l'incorporation de force dans la *Wehrmacht* et la *Waffen S.S*. Le service du travail (*Reichsarbeitsdienst - R.A.D.*) a déjà été introduit pour les garçons et les filles de 19 ans.



Gauleiter Wagner rejoignant sa voiture en sortant de l'ancien théâtre à Ribeauvillé

En janvier 1942, l'embrigadement dans la *Hitlerjugend* (Jeunesse hitlérienne) devient obligatoire de 10 à 18 ans.



PEUR D'AVOIR À SERVIR SOUS UN UNIFORME QUE L'ON REJETTE

Les hommes sont « invités » à adhérer aux *Sturmabteilung-S.A.* Ils y reçoivent un uniforme brun, des bottes et un poignard et sont formés pour intervenir en cas de troubles à l'ordre public. Il est fortement « conseillé » aux grands blonds, prototype de la race aryenne, de se faire admettre dans les *S.S.-Schutzstaffel* (escadron de protection). Les « heureux élus » sont dotés d'un uniforme noir, de bottes et d'un poignard. Ils doivent assister à tous les rassemblements à la gloire du régime.

Le service militaire obligatoire va arracher à leurs familles 130 000 Alsaciens et Mosellans, nés entre 1908 et 1926, obligés de servir dans une armée étrangère. Les classes antérieures à 1939, mobilisées initialement dans l'armée française (1908 à 1938), sont incorporées de force entre octobre 1942 et fin 1944 (14 classes d'âge de 1914 à 1927). Ribeauvillé compte 406 incorporés de force (dont 235 dans la *Wehrmacht* et les *Waffen SS*), 13 dans différentes organisations du parti, 140 comme auxiliaires et infirmières (essentiellement des sœurs), 18 déportés et détenus politiques. Un exemple : Kientzler François (résistant déporté), né en 1919, fait partie des 42 officiers de réserve alsaciens déportés en juin 1944 pour avoir refusé de s'engager dans la *Waffen SS*. Il est libéré par l'armée britannique le 2 mai 1945 et rentre à Ribeauvillé le 16.

Les jeunes filles n'échappent pas à l'incorporation de force. Elles sont 15 000 Alsaciennes et Mosellanes à endurer les conditions dures et parfois inhumaines du *Kriegshilfsdienst* (*K.H.D.* - service auxiliaire de guerre) qui a été décrété par Hitler, dès 1941, pour permettre l'incorporation de jeunes filles allemandes et libérer ainsi 20 000 à 30 000 jeunes hommes des tâches administratives ou d'intendance qui les retiennent loin du front.

Beaucoup de ces *incorporés de force* sont faits prisonnier par les Russes et incarcérés dans l'un des 35 camps accueillant des Alsaciens (dont le plus célèbre est Tambow) qui n'ont rien à envier aux camps allemands : baraquements insalubres, mal chauffés, nourriture en portion plus que congrue, manque total d'hygiène, discipline intraitable, punitions nombreuses et humiliantes, travail épuisant ...

Les réfractaires sont arrêtés et leurs familles encourent le risque d'être transplantées à l'intérieur du *Reich*. Ceux qui tentent de fuir sont abattus, internés au camp de Schirmeck ou

incorporés dans la *Waffen SS*. Malgré les risques, environ ¼ des effectifs concernés s'est soustrait à cette incorporation forcée, notamment en désertant sur le front est. Les nazis, pour pallier ces « désertions » emploient les moyens les plus durs : violences physiques et morales, confiscation de biens, censure postale, éloignement des familles, emprisonnement, déportation, exécution. Face à ces mesures coercitives et par souci du sort réservé à leurs proches, la majorité des jeunes se sont soumis au service militaire obligatoire imposé par l'ennemi.

Charles Schmitter, après avoir fait 2 ans de service militaire dans l'armée française (de 1935 à 1937), remobilisé deux fois, en 1938 (question des Sudètes) et en août 1939, décide - en accord avec sa femme - de quitter l'Alsace pour ne pas être incorporé de force en Russie. Il part, caché dans la soute à charbon d'une locomotive, laissant sur place sa femme et sa fille d'un an et demi, pour rejoindre Besançon (où il se procure une nouvelle identité), Lyon, Limoges et Périgueux (où il reprend son identité) et intègre, pour deux ans, un poste de secrétaire de l'inspection primaire. Quant à son épouse, bien qu'elle déclare tout ignorer, elle est arrêtée en repréailles (mars 1943) par deux gendarmes, incarcérée à Colmar puis transférée au camp de Schirmeck dans la catégorie des *Umsiedler* (à déporter au-delà du Rhin). Là, elle est occupée à manier des bobines pour les usines textiles de la vallée de la Bruche. Déportée en Allemagne (où elle travaille dans un hôtel, puis dans une usine d'armement), elle n'a pas pu donner de ses nouvelles à son mari jusqu'à leurs retrouvailles à Illhaeusern dans la soirée du 28 mars 1945, après s'être évadée de l'usine où elle travaille. Au fil de ces dernières années, le *Cercle de Recherche Historique de Ribeauvillé et Environs* a pu recueillir et conserver les témoignages (plus de 150) de nombreux incorporés de force et réfractaires Ribeauvillois.

PEUR DE TOUTES LES « PETITES » VEXATIONS ET CONTRAINTES QUI COMPLIQUENT LA VIE

En 1940, une ordonnance a défendu le port du *Baskenmütze* (bêret basque) considéré comme *Verdummungsmütze* (bonnet abêtissant) et un signe de patriotisme français. Plus d'un Alsacien a payé, au mieux avec une amende, au pire avec de l'emprisonnement, le port d'un pareil couvre-chef. Dans le même ordre d'idée, il est défendu aux gardes-champêtres de se coiffer du képi, trop français ; ils doivent mettre la coiffure de service dite *Dienstmütze* (calot ou bonnet de police).

Un gendarme fortement teinté politiquement, habite sur la place du marché et se promène souvent le soir avec sa femme, espérant

dépister un habitant à l'écoute de la radio étrangère. Dans la ville sans lumière il lui est facile de passer inaperçu. Rentrant d'une réunion, un Ribeauvillois marche, par maladresse, sur les pieds de son épouse ; en contrepartie, il reçoit une gifle magistrale de son mari.

Mais, il fallait vivre avec tout cela, nourrir et chauffer la famille, faire vivre son entreprise, préserver son emploi, même si cela a parfois nécessité quelques « compromissions » (qu'aurions-nous fait dans de telles situations ?).

Durant toute la durée du conflit, les religieuses de Ribeauvillé sont confrontées aux problèmes quotidiens : difficultés de ravitaillement, réquisition de salles, aucune arrivée de courrier, aucune possibilité de transmettre un télégramme ou de passer un coup de téléphone. Il y a en moyenne 400 religieuses, novices et postulantes dont il faut assurer la subsistance. À la ferme, elles élèvent des poules, quelques porcs, une douzaine de vaches, cultivent des pommes de terre et exploitent les vignes. Mais le Couvent doit livrer aux autorités une trentaine de litres de lait par jour. De ce fait, les religieuses de la *Sainte-Famille*, ne pouvant plus s'approvisionner au Couvent, se rendent à la ferme (aujourd'hui Hodler) et revenant à travers champs, rapportent, cachés sous leur ample jupe, 10 litres de lait. Il faut aussi remettre 80 % de la production vinicole. Les pommes de terre récoltées doivent être déposées dans la cour de l'école de la ville et redistribuées à raison de 50 kg par personne. À partir de l'automne 1944, le manque de nourriture se fait de plus en plus cruellement sentir. Les bombardements désorganisant les transports, le Couvent ne peut se procurer ni farine, ni légumes. Le seul luxe encore possible, les jours de fête, est le café noir, de médiocre qualité.

Mais, en septembre, les religieuses enseignantes, aussi bien celles des écoles privées que celles des écoles publiques, maternelles et primaires, sont destituées de leur fonction. Elles doivent avoir quitté leur logement de service à Noël. La Congrégation est atteinte dans ce qui fait sa raison d'être, l'éducation des enfants et des jeunes. Quelques sœurs sont engagées dans les *Lazarett* (dont la *Sainte famille* à Ribeauvillé) où les premiers blessés arrivent en septembre 1941.

Les religieuses responsables des novices et des postulantes doivent lutter pour empêcher leur départ à l'*Arbeitsdienst* (R.A.D.) : une religieuse, 13 novices et 11 postulantes doivent se présenter au conseil de révision ; dans les premiers temps (1942/1943), ces dernières sont ajournées. Mais en 1944, comme l'Alsace ne fournit pas le contingent de jeunes filles

exigées pour l'*Arbeitsdienst*, tout nouvel ajournement est suspendu et en avril, 10 novices partent au R.A.D. où elles sont confrontées aux pires vexations.

Si les religieuses font face aux privations et acceptent leur engagement dans les *Lazarett*, elles supportent très mal la présence des Allemands à l'intérieur du Couvent : en juin/juillet des soldats de la *Wehrmacht* cantonnent dans les bâtiments de l'école normale ; puis c'est la *Kreisleitung* qui y installe ses bureaux. En mars 1943 : l'ensemble des salles du bâtiment du noviciat est réquisitionné pour un *Lazarett* d'une capacité de 160 lits. Le Couvent doit fournir 100 lits, blanchir les murs de certaines salles... Les 28 premiers malades arrivent mi-septembre ; ils sont 141 le 25 ! Pour assurer leurs soins, 8 religieuses vont être employées, dont 5 infirmières, et vont vaquer à leur tâche pendant deux ans, sans le moindre jour de congé, ni de repos. Comme la corvée de lessive devient



Jeunes novices



Soeur au Lazarett du pensionnat

quotidienne, on continue à entretenir le linge du *Lazarett* au pensionnat, les novices, les postulantes vont y participer ; tout le linge est cuit dans une grande cuve, puis lavé et rincé à la main, et enfin, repassé avec des fers qu'on chauffe sur des fourneaux. Ce *Lazarett* va admettre de nombreux blessés allemands venant de tous les fronts : 75 du front russe en janvier 1944, du front sud-est en mars, 106 de Normandie en juillet. Le *Lazarett* est fermé le 2 septembre.

Comme on l'imagine à la lecture de ces exemples, la vie quotidienne des Ribeauvillois était faite d'angoisses quotidiennes. Dans le prochain numéro de *Bien vivre à Ribeauvillé*, nous évoquerons les derniers instants du conflit, l'arrivée des libérateurs, les moments de liesse et de déception, qui ont suivi le 3 décembre.

Didier SILVESTRE DE SACY

Cercle de Recherche Historique de Ribeauvillé et environs